

**Pour la mise à l'arrêt immédiat des installations nucléaires  
de Provence, Vallée de Rhône-Durance et en France**

- Vu les atteintes quotidiennes sur la santé publique et sur l'environnement (seul garant de la sécurité alimentaire) que le nucléaire engendre par ses rejets contaminants mortels chaque jour et chaque nuit,
- Vu les contaminations par les installations nucléaires de la vallée du Rhône et notamment de l'eau du robinet dans plusieurs communes de Vaucluse ainsi que dans les rivières, fleuves et nappes phréatiques,
- Vu l'enquête épidémiologique de l'INSERM mettant en évidence une augmentation des leucémies, notamment chez l'enfant, du fait des activités nucléaires au quotidien en France,
- Vu qu'aucune compagnie d'assurance au monde ne veut garantir le risque nucléaire, laissant aux contribuables et aux institutions, telles les municipalités, : les préjudices financiers, humains, économiques ; les « enveloppes » de dédommagement obligatoires étant dérisoires au regard des coûts astronomiques matériels et humains, privés et publics,
- Vu que sur les 58 réacteurs en service en France, 21 ont déjà dépassé 30 ans d'âge, dont ceux du Tricastin et un nombre importants d'autres installations nucléaires sur les sites de Cadarache et de Marcoule, et qu'ainsi les risques de contaminations, d'irradiations et de catastrophes nucléaires s'accroissent,
- Vu que depuis les accidents de Three Mile Island (USA 1976), de Tchernobyl (Ukraine 1986) et de Fukushima (Japon 2011) la Direction de l'IRSN et la Présidence de l'Autorité de Sûreté Nucléaire ne nient plus la probabilité d'un accident nucléaire majeur en France,
- Vu les centaines de milliers de morts provoquées par les accidents nucléaires majeurs américain, russe et japonais,
- Vu que l'existence et l'activité de la destruction atomique a provoqué depuis 1945 près de 60 millions de morts,
- Vu la densité du parc nucléaire français, qui fait qu'un accident atomique est inéluctable en France et qu'un tel accident nucléaire majeur toucherait tout le monde et toutes les activités économiques et l'emploi,
- Vu que la radioactivité se moque bien des frontières administratives, politiques, idéologiques, religieuses, de genres et d'âges,
- Vu que depuis près d'un an, 90 % des centrales sont arrêtées au Japon sans pour autant que ce pays ne soit "revenu à la bougie",
- Vu que le problème du traitement des déchets n'est toujours pas résolu, après plus de soixante ans de recherches et ne pourra pas l'être pour des milliers d'années. 1 Million 300 m3 de déchets - radioactifs pour 300ans jusqu'à 120 000 ans - sont accumulés dans l'hexagone et le double est prévu en 2030 si il n'y a pas d'arrêt du nucléaire ,
- Vu que les risques de prolifération de l'arme nucléaire augmentent tous les jours,
- Vu que la France est complètement dépendante de l'étranger pour alimenter en uranium ses réacteurs et que parler "d'indépendance énergétique" est un mensonge éhonté,

- Vu que le nucléaire ne fournit que 3% de l'énergie finale dans le monde,
- Vu que de nombreux pays ont fait le choix d'abandonner cette énergie mortifère et développent une expertise en démantèlement et en énergies renouvelables (géothermie, hydraulique, solaire, bio-masse, bio-gaz, houloélectricité, charbon-décarboné, mini-éolien,...)
- Vu le coût pharamineux envisagé par la Commission Nationale pour le démantèlement des centrales françaises : de l'ordre de 750 milliards d'euros,
- Vu le coût pharamineux pour maintenir en état de fonctionnement le parc nucléaire français (plusieurs centaines de milliards d'euros),
- Vu les risques et coût pharamineux (déjà largement en dépassement de budget initial) des projets titanesques et illusoires comme ITER, EPR, Atmea, Astrid
- Vu les rejets quotidiens de radiocontaminants des installations nucléaires civiles et militaires du Tricastin, de Marcoule et de Cadarache,
- Vu les rejets quotidiens de Gaz à effet de serre sous forme de vapeur d'eau des installations nucléaires du Tricastin, de Marcoule et de Cadarache qui mettent en danger la planète,
- Vu que notre région est la plus nucléarisée de France et d'Europe,
- Vu que tous les sites nucléaires de la vallée du Rhône/Durance sont situés sur des failles sismiques et menacent la Provence,
- Vu le nombre important d'incidents nucléaires dans les installations nucléaires de France (plus de 1000 en 2010) recensés par l'ASN,
- Vu le nombre important d'incidents nucléaires dans les installations nucléaires de Provence (plus de 250 en 2010 qui ont fait des morts, des blessés, des irradiés) recensés par l'ASN,
- Vu le rapport de l'ASN portant Evaluations Complémentaires de Sûreté en date de décembre 2011, notamment qu'aucune installation de Provence n'est en mesure de résister à un séisme,
- Vu que c'est l'avenir de nos enfants et des générations futures qui est menacé et atteint,
- Vu la Constitution Française relative à l'environnement, et vu le code de santé publique

Le Conseil Municipal de \_\_\_\_\_ se prononce pour la mise à l'Arrêt Immédiat et inconditionnel des installations nucléaires, demande instamment au ministre de la Santé, au ministre en charge de la consommation, au ministre en charge de la construction, aux députés et sénateurs de notre circonscription et au Président de la République l'arrêt immédiat du nucléaire, la fermeture des sites nucléaires et la réorientation des investissements dans les énergies renouvelables génératrices de centaines de milliers d'emplois.

Fait à \_\_\_\_\_

Le \_\_\_\_\_ 2013